



Union Inter-africaine des Droits de l'Homme-
Département « gestion des conflits »

Le 26 octobre 2008

Bonjour Président Koné,
Bonjour à tous, frères et sœurs, militants et défenseurs des Droits humains,

C'est avec beaucoup de fierté que je réagis, encore une fois, concernant l'avenir de l'U.I.D.H., notre organisation mère du continent et de ses îles. C'est une œuvre indestructible car l'histoire contemporaine de l'Afrique se confond avec l'histoire de l'U.I.D.H. que nous avons appelée à sa naissance « **l' O.U.A. des Droits de l'Homme** », et rien n'y changera parce que l'Histoire, c'est la science des traces.

Les inspirateurs, les fondateurs et les gestionnaires que nous sommes, ont tous le mérite d'y penser et d'agir par rapport aux moyens disponibles.

N'oublions pas que notre organisation agit et fonctionne au rythme de l'évolution du continent en conflit, voire même du monde en crise financière mondiale endeuillé par des guerres détruisant les populations précarisées, affamées et mourant de maladies endémiques...

Au lieu de nous culpabiliser, réfléchissons, réagissons et agissons :

1° L'Afrique est en conflit, appauvrie et mal gouvernée et les populations ou société civile organisées sans ressources suffisantes pour des actions souhaitées par rapport à la conjoncture.

2° **Que Faire ?**

- a- Considérer que rien n'est superflu dans les propositions des uns et des autres.
- b- Que notre Président fait son devoir d'interpeller et d'appeler les militants à réfléchir et à proposer calmement les pistes de solutions, comme vous le faites si largement.
- c- Notre conscience militante responsable est en action et comprend que ce n'est plus l'U.I.D.H. qui est en crise, ni à plus forte raison, nos sections nationales, mais que c'est l'Afrique mal gouvernée et le système mondial financier en faillite qui nous paralysent et nous clouent au sol, comme l'avion en panne de carburant... Ce ne sont pas nos militants qui sont désœuvrés.....Ne nous résignons pas !
- d- Il ne sert à rien que quelques bonnes volontés parmi nous aillent passer deux ou trois jours à Ouagadougou, à Bamako ou à tout autre endroit à la rotative....Cela ne conduira à rien de viable, pas même si nous décidions de supprimer toutes les zones et autres organes de la structure. En bref, il ne faut pas que le manque de moyens nous fasse dénaturer la signification et la dimension panafricaine et mondiale de l'U.I.D.H.
- e- Calmons- nous, réfléchissons et agissons avec l'intelligence et le sens de l'Histoire....Les hommes passent, l'Afrique et l'U.I.D.H. restent.

Pour ce faire :

1° Je propose d'interpeller nos bailleurs de fonds traditionnels pour ce temps de crise pour qu'ils financent exceptionnellement cinq jours de réunions de travail avec gage de sortir l'U.I.D.H, notre outil de travail partenarial, de la situation difficile actuelle.... Ils l'ont déjà fait plus d'une fois...Car, aucune section n'est en mesure, à ma connaissance, de se déplacer pour cinq jours à ses frais, car cinq jours au moins sont nécessaires pour cerner et repositionner l'U.I.D.H. en mesure d'avoir un impact à la mesure des grands problèmes des

Droits de l'Homme et de la bonne gouvernance pour le développement durable de l'Afrique actuelle profondément en crise et en conflits guerriers, face à la mondialisation.

2° Je choisis 14 Chefs d'Etat susceptibles, actuellement, de soutenir l'action de l'U.I.D.H. pour la recherche de la paix si nous savons les aborder avec suffisamment de sens des responsabilités.

Ainsi, je propose au hasard les Présidents :

1. Amadou Toumani TOURE du Mali
2. Laurent GBAGBO de Côte d'Ivoire
3. Abdoulaye WADE du Sénégal
4. Abdelaziz BOUTEFLIKA d'Algérie
5. Le Roi Mohammed VI du MAROC
6. Mouammar El KHADAFI de la Libye
7. Omar BONGO du Gabon
8. Kgalema MOTLANTHE d'Afrique du Sud
9. Olusegun OBASANJO du Nigeria
10. Mohammed Hosni MOUBARAK d'Egypte
11. Ahmed Abdallah SAMBI de l'Union des Comores
12. Marc RAVALOMANANA de Madagascar
13. Paul KAGAME du Rwanda
14. José Eduardo DOS SANTOS d'Angola

Les Organisations et Institutions

Les Institutions dans leurs missions de Droits de l'homme, du développement, de l'environnement et de l'éducation : UNESCO, PNUD, PNUE, ONU, OIF, Union Africaine, Union Européenne et les ambassades accréditées auprès du pays que nous solliciterons pour abriter le Congrès, car nous avons déjà expérimenté cette méthode pour différents congrès et séminaires de l'U.I.D.H.

C'est aussi l'exemple de la F.I.D.H. qui ne tient ses Congrès que dans différents pays qui acceptent de prendre en charge les assises du Congrès et non au siège.

C'est ainsi que l'expérience de la F.I.D.H. devrait nous servir à choisir, parmi les pays que nous venons d'énumérer, celui qui serait à même d'abriter notre Congrès pour cinq jours au moins.

Plus concrètement, je pense que certains pays africains, par rapport à leur conjoncture actuelle, sont plus à même de prêter attention à l'action de l'U.I.D.H. pour accompagner leur politique de la paix intérieure, exemple, la Côte d'Ivoire, le Mali, la Libye, qui de surcroît ; a déjà doté l'U.I.D.H. du **Prix KHADAFI des Droits de l'Homme** (1994) et a actuellement en charge les bons offices concernant les conflits touaregs au Mali, au Niger, en liaison avec l'Algérie et les autres pays de la région, le Tchad, le Centrafrique, le Soudan, entre autres.

Aussi, la Commission africaine des Droits de l'Homme et des Peuples a toujours soutenu et subventionné les séminaires de l'U.I.D.H., comme également le PNUD, les missions et actions de bons offices que nous avons menées en Côte d'Ivoire, en Mauritanie, au Rwanda et au Burundi, etc...

Enfin, chers frères et sœurs, calmons-nous, sans précipitation émotive, cherchons les solutions sur les problèmes de l'Afrique par rapport à la conjoncture africaine et mondiale qui nous étirent, d'autant plus, encore une fois, qu'il ne sert à rien de tenir à la va-vite un Congrès extraordinaire pour changer inutilement la dénomination et la fonction de nos organes et de leurs titulaires.

Aussi, au double titre, en ma qualité de Président de la Ligue Camerounaise des Droits de l'Homme, membre fondateur de l'U.I.D.H. et de Membre du Bureau de Coordination chargé de la gestion des conflits en Afrique, je ne peux qu'approuver la tenue d'un Congrès

pour l'amélioration, l'efficacité de notre organisation mais pas seulement parce que le quorum serait atteint pour le Congrès, mais parce que et surtout le Congrès renforcerait vitalemment la force, l'action concrète et le rayonnement de l'U.I.D.H. pour la paix et la bonne gouvernance en Afrique.

A ce titre, je rappelle que depuis mon élection au Bureau de Coordination, c'est la Ligue Camerounaise des Droits de l'Homme qui finance toutes les activités de participation, y compris la fabrication d'une brochure pour l'éducation en Droits de l'Homme, la culture de la paix, la démocratie et la bonne gouvernance que j'ai intitulée «**Pédagogie, méthodologie de la prévention et de la gestion des conflits en Afrique**»(32 pages), et ce, au nom de l'U.I.D.H., étant donné que l'U.I.D.H. n'a jamais sorti aucun sou par rapport à son budget pour le financement des activités de l'U.I.D.H. dévolues aux différents responsables chargés des départements spécialisés, tels que l'important département de gestion des conflits en Afrique que le Congrès a bien voulu me confier sous l'autorité du Bureau de Coordination, etc....

D'une façon pédagogique, voici comment concrétiser une possibilité de la tenue du prochain Congrès qu'il soit ordinaire ou extraordinaire:

Organiser un Colloque ou un Séminaire avec pour thème : «**Les conflits en Afrique et l'éducation pour la culture de la paix et la bonne gouvernance pour le développement durable et l'intégration régionale**», sous le parrainage et la participation de l'UNESCO, de l'OIF, de l'Union Africaine, de la Commission africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies, du Conseil de l'Europe, du PNUD, de PNUE, de l'OIT, du H.C.R., du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine présidé par le Président BEN BELLA, de l'organisation du Prix KHADAFI des Droits de l'Homme, de la Croix Rouge Internationale, etc..., sans oublier la participation de nos partenaires traditionnels – bailleurs de fonds, tels que NOVIB, entre autres.

En effet, l'U.I.D.H. doit être en première ligne concernant les grands problèmes des conflits qui minent actuellement l'Afrique, notamment, la Mauritanie, le Congo, le Darfour, le Soudan, le Tchad, le Centrafrique, le Burundi, la Guinée, le Polisario, les Comores, l'Afrique du Sud, le conflit touareg, la Sierra Leone, le Liberia, la Côte d'Ivoire, etc.....

Je reviens donc sur la proposition faite à notre Président KONE, le 08 juin 2008, pour la tenue d'un séminaire sur le thème «**ETATS GENERAUX sur les causes des conflits en Afrique et dans les îles africaines de l'Océan Indien**» à la marge duquel nous pourrions tenir avantagement notre Congrès.

Dans tous les cas, je rends hommage à l'effort de tous et me tiens à votre disposition pour contribuer et appliquer toutes les décisions que vous aurez prises en définitive.

Salutations militantes et courage à tous.

Pour le département « gestion des conflits »,
Le Professeur Kapet de BANA,
Membre du Bureau de Coordination de l'U.I.D.H.

NB : Ci-joint copie des correspondances de suggestions adressées au Président Brahim KONE, le 09 janvier 2008 et le 08 juin 2008 et la Publicité de la Brochure.

Siège social : 01 BP 1346 Ouagadougou 01 – tel : (226) 31.61.45. fax : (226) 31.61.44.

BURKINA FASO (West Africa)

Contact du Responsable chargé de la gestion des conflits :

Professeur Kapet de BANA : africa@smol.org

Mémoire d'Afrique : <http://africa.smol.org>